

SOIXANTE-TROISIEME SESSION

Affaires ALVAREZ-MIRANDA et

THORN (No 3)

Jugement No 866

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF,

Vu la requête formée par M. Melquiades Alvarez-Miranda et la troisième requête formée par M. Georges Louis Thorn le 8 septembre 1986, dirigées contre la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce/accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), et régularisées le 12 décembre, les réponses du GATT en date du 17 février 1987, les répliques des requérants du 31 mars et les dupliques du GATT datées du 17 août 1987;

Vu l'article II, paragraphe 5, du Statut du Tribunal et la disposition 103.16 a) du Règlement du personnel des Nations Unies, applicable au GATT, ainsi que l'article 1 p), l'article 48, l'article 54 b) ancien (en vigueur du 1er janvier 1981 au 31 décembre 1984) et l'article 54 b) nouveau (en vigueur depuis le 1er janvier 1985) des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

Après avoir examiné le dossier, la procédure orale sollicitée par les requérants n'ayant pas été admise;

Vu les pièces du dossier, d'où ressortent les faits et les allégations suivants:

A. Les présentes requêtes font suite à une première série de requêtes - Thorn (No 2) et consorts -, sur lesquelles le Tribunal s'est prononcé dans le jugement No 837.

Une description détaillée du système des pensions des Nations Unies ainsi que des circonstances à l'origine des deux séries de requêtes figurent dans le jugement précité sous A.

L'article 54 b) des Statuts de la Caisse prévoyait, dans son ancienne version, le système d'ajustement de la rémunération considérée aux fins de la pension suivant:

"Dans le cas des participants de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, à compter du 1er janvier 1981, la rémunération considérée aux fins de la pension sera fixée au niveau qu'elle aura atteint du fait de l'application du système actuel de la moyenne pondérée des indemnités de poste (MPIP) à la fin du mois de septembre 1980. Par la suite, pour les participants de ces catégories, la rémunération considérée aux fins de la pension sera déterminée comme suit:

i) Si, au 1er avril ou au 1er octobre d'une année quelconque, la moyenne pondérée des indemnités de poste payables aux sièges et dans les bureaux régionaux des organisations affiliées, déterminée par la Commission de la fonction publique internationale le 1er janvier et le 1er juillet précédents, respectivement, a enregistré une variation de 5 pour cent au moins, la rémunération considérée aux fins du calcul des cotisations à verser à la Caisse conformément à l'article 25 sera majorée ou diminuée, selon le cas, de manière à refléter intégralement la variation de ladite moyenne, sous réserve que le montant obtenu ne soit pas inférieur à celui de la rémunération visée au sous-alinéa ii) ci-après.

ii) Si, au 1er avril ou au 1er octobre d'une année quelconque, l'indice des prix à la consommation des Etats-Unis d'Amérique, calculé au 1er janvier et au 1er juillet précédents, respectivement, a enregistré une variation de 5 pour cent au moins, la rémunération considérée aux fins du calcul de la rémunération moyenne finale définie à l'alinéa h) de l'article premier sera majorée ou diminuée, selon le cas, de manière à refléter intégralement la variation dudit indice."

Ce mécanisme d'ajustement a été suspendu par l'Assemblée générale, lors de sa 39e session, dans sa résolution 39/246 du 18 décembre 1984 et la première phrase de l'article 54 b) a été modifiée comme suit:

"Dans le cas des participants de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, à compter du 1er

janvier 1985, la rémunération considérée aux fins de la pension est celle qui figure dans l'appendice aux présents statuts."

A sa 40e session, l'Assemblée générale décida de prolonger la suspension de l'application de la procédure d'ajustement.

Les requérants sont fonctionnaires du GATT. Au vu de leurs bulletins de paie pour avril 1986, ils constatèrent que l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, qu'ils estimaient à 5,6 pour cent, n'avait pas été appliquée à leur rémunération considérée aux fins de la pension.

Le 9 juin 1986, les requérants adressèrent au Directeur général des réclamations contre les décisions individuelles de ne pas leur appliquer l'augmentation de la rémunération considérée aux fins de la pension des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, augmentation qui, à leur avis, était due à compter du 1er avril 1986.

Par des lettres datées du 10 juin 1986, qui constituent les décisions attaquées, le Directeur général rejeta ces réclamations et donna son accord pour la soumission directe au Tribunal du présent différend.

B. Les requérants invoquent, à titre principal, la violation de la règle *patere legem quam ipse fecisti* selon laquelle on ne saurait contester la force obligatoire des règles figurant à l'article 54 b) (deuxième phrase et suivantes) des Statuts de la Caisse, en l'absence de toute révision ou abrogation de ces règles. La disposition 103.16 a) du Règlement du personnel des Nations Unies, qui renvoie, pour la détermination de la rémunération considérée aux fins de la pension des fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieure, aux Statuts de la Caisse, s'applique également en l'espèce.

La règle *patere legem*, qui constitue un principe général de droit, signifie, selon la jurisprudence du Tribunal, que toute autorité est liée par la règle qu'elle a elle-même édictée, aussi longtemps qu'elle ne l'a ni modifiée ni abrogée. Or, à la date de survenance du différend - avril 1986 -, les règles de fond contenues dans les phrases deuxième et suivantes de l'article 54 b) des Statuts de la Caisse, n'avaient été ni modifiées ni abrogées. En conséquence, les requérants conservent leur droit au bénéfice des dispositions en question jusqu'à la date choisie par l'Assemblée générale pour la modification de l'ordonnancement juridique.

Les requérants soulèvent à titre subsidiaire un second moyen tiré de la violation des droits acquis. Ils considèrent qu'ils avaient droit, à la date de survenance du différend, au maintien du bénéfice du système d'ajustement du barème de la rémunération considérée aux fins de la pension entre deux révisions générales contenu dans les phrases deuxième et suivantes de l'article 54 b) des Statuts de la Caisse, nonobstant le fait que ce texte aurait été abrogé ou modifié.

Les requérants prient le Tribunal d'ordonner l'annulation des décisions du Directeur général consistant à refuser d'appliquer à leurs cas particuliers l'ajustement de la rémunération considérée aux fins de la pension, dû à compter du 1er avril 1986, conformément à l'article 54 b) (deuxième phrase et suivantes) des Statuts de la Caisse et, en conséquence, d'ordonner l'application de cet ajustement de telle manière que les droits à prestations soient liquidés par la Caisse sur la base de la rémunération considérée aux fins de la pension telle qu'ajustée conformément audit texte; ou, qu'à défaut, le GATT paie aux requérants la différence entre les sommes qui auraient été payées si l'ajustement mentionné ci-dessus avait été appliqué et celles effectivement payées par la Caisse. A titre de dépens, les requérants réclament une somme de 10.000 francs français chacun.

C. Dans ses mémoires en réponse, le GATT soutient que l'objet de la première série de requêtes consistait notamment à faire reconnaître le droit des requérants à l'application du système d'ajustement contenu à l'article 54 b). Aucune situation et aucun grief nouveaux ne sont nés au 1er avril 1986. En effet, soit l'objet des requêtes vise l'ajustement de l'ancien barème mais cet ancien barème n'est plus applicable; soit, au contraire, les requêtes visent l'ajustement du nouveau barème adopté à compter du 1er avril 1985, mais aucun ajustement n'était encore dû au 1er avril 1986, la variation des indices pertinents n'ayant pas atteint les 5 pour cent requis pour son déclenchement.

Sur le fond, la défenderesse souligne que la décision en cause a pour but de suspendre non pas les dispositions applicables du Statut du personnel, mais le système d'ajustement. Cette décision a été prise sur la base d'une modification formelle de l'article 54 b) des Statuts de la Caisse par l'Assemblée générale qui ne laisse subsister que la première phrase, en l'amendant, de l'article 54 b), l'application des autres dispositions dudit article étant suspendue.

Quant à la violation des droits acquis, l'Organisation renvoie le Tribunal à son argumentation développée dans la première série d'affaires.

Le GATT conclut que, pour autant que l'objet des présentes requêtes se distingue de celui des précédentes, elles manquent de fondement sur le plan des faits, et l'argumentation développée apparaît mal fondée en droit.

D. Dans leurs répliques, les requérants apportent des précisions sur la différence d'objet entre les deux séries de requêtes. Dans le cadre de la première série de requêtes, les requérants ont contesté l'application d'un nouveau barème de la rémunération considérée aux fins de la pension résultant d'une révision générale, en se fondant sur leurs droits acquis à un ancien barème. En revanche, dans les présentes requêtes, les requérants réclament l'application d'un troisième barème qui, obtenu en faisant jouer le mécanisme d'ajustement susmentionné, serait supérieur de 5,6 pour cent au barème précédemment applicable.

Les conditions déclenchant le mécanisme d'ajustement intérimaire sont réunies, l'indice des prix à la consommation américain étant passé de 306,2 au 1er juillet 1984 à 323,4 au 1er janvier 1986, accusant ainsi une augmentation de l'ordre de 5,6 pour cent, et les règles régissant ce mécanisme ont un effet obligatoire. Par ailleurs, contrairement à ce qu'affirme la défenderesse, il s'agit bien d'une suspension et non d'un amendement de l'article 54 b) des Statuts de la Caisse. Il est en effet difficile de se prévaloir d'une modification voulue par l'Assemblée générale en l'absence d'une quelconque expression d'une telle modification.

Les requérants s'étonnent, enfin, que la défenderesse n'ait pas cru bon d'apporter le moindre commentaire sur le caractère cumulatif des réductions subies par les fonctionnaires. Il ne s'agit pas en l'occurrence d'une modification de détail portant sur une modalité de calcul, mais d'une véritable altération d'une donnée fondamentale qui affecte l'ordre de grandeur d'un droit. Les manques à gagner varient de 13 à 39 pour cent selon le grade.

E. Dans ses dupliques, le GATT réaffirme que la suspension de l'article 54 b) constitue bel et bien une modification du régime en vigueur. Dès lors, l'autorité qui avait édicté les règles régissant le mécanisme d'ajustement les a elles-mêmes modifiées, sans effet rétroactif, et n'a donc nullement enfreint la règle *patere legem*.

En ce qui concerne les droits acquis, le nouveau système, lié aux variations des rémunérations nettes, écarte le risque d'une érosion des droits à pension susceptible d'y porter gravement atteinte.

CONSIDERE:

1. Les requêtes de M. Alvarez-Miranda et de M. Thorn sont la suite des instances qui ont été présentées par certains fonctionnaires du GATT parmi lesquels se trouvait M. Thorn et auxquelles s'était associé, par la voie de l'intervention notamment, M. Alvarez-Miranda. Ces requêtes enregistrées au début de l'année 1986 tendaient à l'annulation de décisions individuelles du GATT appliquant à son personnel, à compter du 1er janvier 1985, un nouveau barème de la rémunération considérée aux fins de leur pension. Après avoir exposé le système des pensions de retraite des personnels de l'Organisation des Nations Unies et des organisations affiliées, le Tribunal a rejeté ces requêtes et les demandes d'intervention par le jugement No 837 en date du 5 juin 1987.

2. Par les présentes requêtes, les requérants demandent l'annulation des décisions individuelles refusant de les faire bénéficier des ajustements intermédiaires qui, selon eux, auraient dû leur être appliqués à compter du 1er avril 1986.

Alors que, dans les affaires précédentes, la discussion avait porté sur le principe de la révision générale du barème de rémunération applicable à compter du 1er janvier 1985, les dossiers actuels concernent le fonctionnement du mécanisme d'ajustement à la date du 1er avril 1986. Dans ces circonstances, l'Organisation n'est pas fondée à soutenir que les présentes requêtes font double emploi avec les précédentes. Il n'existe entre les deux séries de requêtes ni identité d'objet, ni identité de cause.

3. Le Tribunal constate que les requêtes présentées par M. Alvarez-Miranda et par M. Thorn tendent au même résultat et s'appuient sur les mêmes faits et les mêmes moyens. Leur jonction peut donc être ordonnée.

4. Selon l'article II de son Statut, le Tribunal connaît des requêtes qui font valoir l'inobservation des clauses du contrat d'engagement ou des dispositions du Statut du personnel. Autrement dit, la compétence du Tribunal s'étend à toutes les violations alléguées des conditions d'emploi.

La seule disposition que les requérants invoquent est l'article 103.16 du Règlement du personnel de l'ONU applicable au personnel du GATT qui dispose que la rémunération considérée aux fins de la pension est définie et déterminée conformément aux dispositions de l'article premier, alinéa p, et de l'article 54 des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Par elle-même, cette disposition ne saurait venir à l'appui de la thèse des requérants auxquels elle n'est pas de nature à faire grief.

5. En réalité, les requérants ne s'en prennent pas à la transgression d'une règle statutaire du GATT ou d'une stipulation régissant leurs rapports avec cette organisation. S'ils citent l'article 103.16 de leur statut, c'est uniquement pour introduire dans leur raisonnement les articles premier, alinéa p), et 54 b) des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. L'article premier, alinéa p, se borne à donner une définition. Il ne fixe aucune règle juridique. Quant à l'article 54 b), il dispose que la rémunération considérée aux fins de la pension varie sous certaines conditions de temps et de pourcentage en fonction des indemnités de poste payables aux sièges et dans les bureaux régionaux des organisations affiliées, et de l'indice des prix à la consommation des Etats-Unis d'Amérique. Le moyen essentiel des requérants consiste à soutenir qu'en refusant de les faire bénéficier d'un ajustement, le GATT a violé le principe selon lequel toute autorité est liée par la règle qu'elle a elle-même édictée aussi longtemps qu'elle ne l'a ni modifiée, ni abrogée. A titre subsidiaire, les requérants exposent que le refus qui leur est opposé viole leurs droits acquis.

L'Organisation répond que l'article 54 b) invoqué a été modifié et que son application a été suspendue par la résolution 39/246 de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'interprétation donnée par les requérants serait donc erronée.

Le Tribunal n'entrera pas dans cette discussion car il n'est pas compétent. Son Statut ne lui donne aucun pouvoir pour apprécier les Statuts de la Caisse. En revanche, l'article 48 des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies donne compétence au Tribunal administratif des Nations Unies pour statuer sur les requêtes invoquant l'inobservation des Statuts de la Caisse.

Il résulte de ce qui précède que les requêtes ne peuvent être accueillies.

Par ces motifs,

DECIDE:

Les requêtes sont rejetées.

Ainsi jugé par M. Jacques Ducoux, Président du Tribunal, Tun Mohamed Suffian, Vice-président, et Mme Mella Carroll, Juge, lesquels ont apposé leur signature au bas des présentes, ainsi que nous, Allan Gardner, Greffier.

Prononcé à Genève, en audience publique, le 10 décembre 1987.

Jacques Ducoux
Mohamed Suffian
Mella Carroll
A.B. Gardner